

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 97 — 130

[C - 97/11035]

10 JANVIER 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant institution d'une commission spéciale, dénommée "Commission de l'Indice" et supprimant la "Commission des nombres-indices des prix de détail et du coût de la vie"

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant institution d'une commission spéciale dénommée "Commission de l'Indice" et supprimant la "Commission des nombres-indices des prix de détail et du coût de la vie", modifié par les arrêtés royaux du 22 février 1985 et du 30 juillet 1985, notamment l'article 6;

Considérant que le remplacement des membres du fait du dépassement de la limite d'âge, déterminée à 65 ans dans l'article 6 de l'arrêté royal, peut compromettre l'évolution favorable de la réforme de l'indice;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant institution d'une commission spéciale dénommée "Commission de l'Indice" et supprimant la "Commission des nombres-indices des prix de détail et du coût de la vie", est suspendue jusqu'au 31 décembre 1997 la disposition prévue à l'article 6, § 1^{er} : "Chaque mandat prend fin lorsque son titulaire atteint 65 ans."

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 janvier 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 97 — 130

[C - 97/11035]

10 JANUARI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende instelling van een bijzondere commissie, genaamd "Indexcommissie" en afschaffing van de "Commissie der indexcijfers van de kleinhandelsprijzen en van de levensduurte"

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende instelling van een bijzondere commissie genaamd "Indexcommissie" en afschaffing van de "Commissie der indexcijfers van de kleinhandelsprijzen en de levensduurte", gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 februari 1985 en 30 juli 1985, inzonderheid op artikel 6;

Overwegende dat de vervanging van de leden wegens het bereiken van de in artikel 6 van dit koninklijk besluit vastgestelde leeftijdsgrens van 65 jaar, het goede verloop van de hervorming van het indexcijfer in het gedrang kan brengen;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende instelling van een bijzondere commissie genaamd "Indexcommissie" en afschaffing van de "Commissie der indexcijfers van de kleinhandelsprijzen en de levensduurte", wordt in artikel 6, § 1, de maatregel : "Elk mandaat neemt echter een einde bij het bereiken van de leeftijd van 65 jaar.", opgeschort tot 31 december 1997.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 januari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
E. DI RUPO

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 131

[97/16009]

18 DECEMBRE 1996. — Arrêté royal prolongeant le droit aux allocations familiales dans le régime des travailleurs indépendants en faveur des enfants disparus

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, modifié par les arrêtés royaux des 6 janvier 1977, 27 mai 1982, 29 mai 1982, 19 novembre 1982, 30 décembre 1982, 7 mars 1983, 20 avril 1983, 2 mars 1984, 22 mars 1984, 25 avril 1984, 8 mars 1985, 19 juillet 1985, 1^{er} août 1985, 19 novembre 1986, 10 avril 1987, 11 avril 1987, 5 novembre 1987, 1^{er} mars 1989, 21 février 1991, 28 août 1991, 28 mars 1994, 7 novembre 1994 et 7 avril 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 octobre 1996;

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 97 — 131

[97/16009]

18 DECEMBER 1996. — Koninklijk besluit tot verlenging van het recht op kinderbijslag in de regeling van de zelfstandigen ten gunste van de verdwenen kinderen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 januari 1977, 27 mei 1982, 29 mei 1982, 19 november 1982, 30 december 1982, 7 maart 1983, 20 april 1983, 2 maart 1984, 22 maart 1984, 25 april 1984, 8 maart 1985, 19 juli 1985, 1 augustus 1985, 19 november 1986, 10 april 1987, 11 april 1987, 5 november 1987, 1 maart 1989, 21 februari 1991, 28 augustus 1991, 28 maart 1994, 7 november 1994 en 7 april 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 28 oktober 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'afin d'apporter un soutien aux familles en détresse du fait de la disparition d'un enfant, il y a lieu de prendre toutes les mesures pour assurer sans délai l'ouverture du droit aux allocations familiales;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 9 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, est complété comme suit :

« § 3. L'enfant disparu au sens de l'article 25bis garde la qualité d'attributaire dans les limites définies à cet article, pour autant que les conditions fixées dans le présent article soient remplies. »

Art. 2. Dans l'article 15, § 1er, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 20 avril 1983, 22 mars 1984, 19 juillet 1985, 10 avril 1987 et 21 février 1991, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« L'attributaire continue à ouvrir le droit en faveur de l'enfant visé aux 4^o, 6^o, 7^o et 8^o, lorsque celui-ci est un enfant disparu au sens de l'article 25bis, dans les limites définies à cet article. »

Art. 3. L'article 16 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 20 avril 1983 et 10 avril 1987, est complété par l'alinéa suivant :

« L'enfant disparu au sens de l'article 25bis prend rang fictivement dans les limites fixées par l'article précité, dans les groupes d'enfants visés ci-dessus, à l'exception de l'orphelin bénéficiaire de l'allocation visée à l'article 18 ou de l'article 50bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés. »

Art. 4. L'article 17 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 30 décembre 1982, 25 avril 1984, 19 juillet 1985, 11 avril 1987, 1er mars 1989 et 21 février 1991, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application de l'alinéa 2, l'enfant disparu au sens de l'article 25bis est censé continuer à faire partie du ménage de l'allocataire après la disparition, dans les limites fixées à cet article. »

Art. 5. L'article 19 du même arrêté, modifié par les arrêtés des 25 avril 1984 et 21 février 1991, est complété comme suit :

« § 7. Pour l'application des §§ 5 et 6, l'enfant disparu au sens de l'article 25bis est censé continuer à faire partie du ménage de l'allocataire au moment de la disparition, dans les limites fixées à cet article. »

Art. 6. Un article 25bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 25bis. Le droit aux allocations familiales est prolongé en faveur de l'enfant disparu, conformément aux dispositions suivantes :

1^o par enfant disparu, il y a lieu d'entendre l'enfant qui a involontairement cessé d'être présent au lieu de sa résidence, dont on est sans nouvelles, sauf s'il apparaît que cet enfant est, selon toutes probabilités, décédé dans des circonstances telles que des accidents ou catastrophes, même si son corps n'a pas été retrouvé. La disparition est établie par toute voie de droit. N'est toutefois pas considéré comme disparu l'enfant enlevé par l'un de ses parents;

2^o au moment de sa disparition, l'enfant doit avoir la qualité de bénéficiaire au sens des articles 25 ou 26, § 1er;

3^o les allocations familiales sont accordées pendant cinq ans au maximum à partir du premier jour du mois qui suit celui de la disparition de l'enfant aussi longtemps que celui-ci n'a pas atteint l'âge de 25 ans ou de 21 ans, s'il était bénéficiaire en vertu de l'article 26, § 1er;

4^o si l'enfant est retrouvé, le droit aux allocations familiales s'éteint à la fin du mois au cours duquel il est retrouvé, à moins qu'il soit encore satisfait aux conditions de l'article 25 ou 26, § 1er. »

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het, teneinde steun te geven aan de gezinnen die lijden ten gevolge van de verdwijning van een kind, geboden is maatregelen te nemen om onverwijld het opnemen van het recht op kinderbijslag te verzekeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 9 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, wordt aangevuld als volgt :

« § 3. Het verdwenen kind, in de zin van artikel 25bis, behoudt de hoedanigheid van rechthebbende binnen de in dat artikel bepaalde grenzen voor zover aan de in dit artikel gestelde voorwaarden wordt voldaan. »

Art. 2. In artikel 15, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 april 1983, 22 maart 1984, 19 juli 1985, 10 april 1987 en 21 februari 1991, wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« De rechthebbende blijft het recht openen ten voordele van het in 4^o, 6^o, 7^o en 8^o bedoelde kind, indien dit een verdwenen kind is in de zin van artikel 25bis, binnen door dat artikel gestelde grenzen. »

Art. 3. Artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 april 1983 en 10 april 1987, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het kind, dat verdwenen is in de zin van artikel 25bis, neemt binnen de door voormeld artikel gestelde grenzen, een fictieve rang in, in de hierboven bedoelde groepen, met uitzondering van de wees die rechtgevend is op de bijslag bepaald in artikel 18 of in artikel 50bis van de samengevoegde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders. »

Art. 4. Artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 december 1982, 25 april 1984, 19 juli 1985, 11 april 1987, 1 maart 1989 en 21 februari 1991, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van het tweede lid wordt het kind, dat verdwenen is in de zin van artikel 25bis, na de verdwijning geacht deel te blijven uitmaken van het gezin van de bijslagtrekkende, binnen de in dat artikel bepaalde grenzen. »

Art. 5. Artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 april 1984 en 21 februari 1991, wordt aangevuld als volgt :

« § 7. Voor de toepassing van de §§ 5 en 6 wordt het kind, dat verdwenen is in de zin van artikel 25bis, na de verdwijning geacht deel te blijven uitmaken van het gezin van de bijslagtrekkende, binnen de in dat artikel bepaalde grenzen. »

Art. 6. Een artikel 25bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 25bis. Het recht op kinderbijslag wordt verlengd ten gunste van het verdwenen kind, overeenkomstig de volgende bepalingen :

1^o onder verdwenen kind moet worden verstaan het kind dat onvrijwillig niet langer op zijn verblijfplaats is, waarvan men geen nieuws heeft, behalve wanneer blijkt dat dit kind, naar alle waarschijnlijkheid, overleden is in omstandigheden zoals een ongeval of een ramp, zelfs indien het lichaam niet is teruggevonden. De verdwijning kan bewezen worden met alle rechtsmiddelen. Het kind dat door één der ouders is meegenomen, wordt niet als verdwenen kind beschouwd;

2^o op het moment van de verdwijning moet het kind rechtgevend zijn in de zin van de artikelen 25 of 26, § 1;

3^o de kinderbijslag wordt hoogstens gedurende vijf jaar toegekend te rekenen vanaf de eerste dag van de maand volgend op die waarin de verdwijning van het kind heeft plaats gevonden, voor zover het niet de leeftijd van 25 jaar of van 21 jaar, indien het rechtgevend was krachtens artikel 26, § 1, heeft bereikt;

4^o indien het kind wordt teruggevonden, dooft het recht uit op het einde van de maand dat het kind is teruggevonden, tenzij nog steeds is voldaan aan de voorwaarden van artikel 25 of 26, § 1. »

Art. 7. L'article 26, § 1er du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 21 février 1991 et 28 août 1991 est complété par l'alinéa suivant :

« Les allocations familiales continuent à être accordées en faveur de l'enfant disparu au sens de l'article 25bis jusqu'au terme de la décision médicale rendue avant la disparition, sans préjudice des limites fixées par l'article précité. »

Art. 8. L'article 31 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 28 mars 1994 et 7 novembre 1994, est complété par l'alinéa suivant :

« Les allocations familiales en faveur des enfants visés en l'article 25bis sont payées à la personne qui avait la qualité d'allocataire avant la disparition. Les allocations familiales auxquelles pourrait prétendre l'enfant disparu au sens de l'article 25bis ne sont pas payées si ce dernier avait la qualité d'allocataire avant sa disparition. »

Art. 9. Un article 39bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 39bis. Par dérogation à l'article 39, les allocations familiales en faveur de l'enfant disparu au sens de l'article 25bis peuvent être payées à partir du premier jour du mois qui suit celui de la disparition et au plus tôt à partir du 1er avril 1991.

En ce qui concerne l'enfant disparu avant le 1er avril 1991, le droit aux allocations familiales est ouvert à partir de cette date, dans les limites fixées à l'article 25bis, 3°.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1991.

Art. 11. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Art. 7. Artikel 26, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 februari 1991 en 28 augustus 1991, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De kinderbijslag wordt verder toegekend ten gunste van het verdwenen kind in de zin van artikel 25bis en tot de geldigheid van de medische beslissing, die vóór de verdwijning werd genomen, verstreken is, onverminderd de in voormeld artikel bepaalde grenzen. »

Art. 8. Artikel 31 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 maart 1994 en 7 november 1994, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De kinderbijslag ten gunste van de kinderen beoogd in artikel 25bis, wordt betaald aan de persoon die de hoedanigheid had van bijslag-trekkende vóór de verdwijning. De kindersbijslag waarop het verdwenen kind in de zin van artikel 25bis aanspraak zou kunnen maken, wordt niet betaald indien dit laatste de hoedanigheid van bijslag-trekkende bezat vóór zijn verdwijning. »

Art. 9. Een artikel 39bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde besluit :

« Artikel 39bis. In afwijking van artikel 39, kan de kinderbijslag ten gunste van het verdwenen kind, in de zin van artikel 25bis, uitbetaald worden vanaf de eerste dag van de maand volgend op die waarin de verdwijning van het kind heeft plaatsgevonden en ten vroegste vanaf 1 april 1991.

Wat het kind betreft dat verdwenen is vóór 1 april 1991, wordt het recht op kinderbijslag vanaf die datum geopend, binnen de grenzen bepaald in artikel 25bis, 3°.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1991.

Art. 11. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 december 1996.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

F. 97 — 132

[97/1601]

23 DECEMBRE 1996. — Arrêté royal modifiant certaines dispositions en matière de suppléments d'âge dans le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, notamment l'article 21, modifié par les arrêtés royaux des 30 décembre 1982, 2 mars 1984, 25 avril 1984, 19 juillet 1985, 1^{er} août 1985, 11 avril 1987 et 21 février 1991;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 décembre 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifiées par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions prévues par le présent arrêté constituent la transposition de mesures adoptées dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés et qu'elles doivent être portées sans délai à la connaissance des caisses d'assurances sociales afin que celles-ci puissent les appliquer dès le 1^{er} janvier 1997, date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 21 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, modifié par les arrêtés royaux des 30 décembre 1982,

N. 97 — 132

[97/1601]

23 DECEMBRE 1996. — Koninklijk besluit houdende wijziging van enkele bepalingen inzake leeftijdsbijslagen in de regeling van de gezinsbijslag ten voordele van zelfstandigen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag der zelfstandigen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, inzonderheid op artikel 21, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 december 1982, 2 maart 1984, 25 april 1984, 19 juli 1985, 1 augustus 1985, 11 april 1987 en 21 februari 1991;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 december 1996;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de in dit besluit voorziene bepalingen de tegenhanger zijn van maatregelen die werden aangenomen in het kinderbijslagstelsel van de werknemers en dat zij onverwijld ter kennis moeten worden gebracht van de sociale verzekeringsfondsen opdat deze ze zouden kunnen toepassen vanaf 1 januari 1997, datum van inwerking-treding van dit besluit;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 21 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 december 1982,